

Déficit sournois : l'Institut crie « au loup! »

Objet : Le déficit des caisses de retraite fédérales serait vraiment de 227 milliards de dollars, 14 décembre



Bill Krause soutient qu'il est tout probable, à mesure que les fonctionnaires continueront de cotiser à leurs caisses de retraite et que l'économie se redressera lentement, que des excédents raisonnables recommenceront à figurer dans les comptes publics.

Au loup! Au loup! Les années se suivent et se ressemblent : le petit garçon se précipite en ville pour crier de nouveau « au loup! » Le petit garçon, c'est le vilain Institut C. D. Howe et le loup, le monstrueux déficit actuariel qui se cache dans les régimes de pension de retraite de la fonction publique du Canada.

Depuis plusieurs années, l'Institut colporte l'idée d'un déficit sournois s'appêtant à fondre sur les contribuables canadiens. Cette année, l'Institut prétend que le déficit du régime est de 80 milliards de dollars supérieur à celui qui figure dans les comptes publics.

Je suis conscient de la démarche que l'Institut a adoptée : mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose! Ce qui serait vraiment aberrant en l'occurrence, c'est toute mesure que le gouvernement déciderait de prendre fondée sur ce mythe. Remettons donc encore une fois les pendules à l'heure.

La méthode que l'Institut C. D. Howe a utilisée pour l'examen des caisses de retraite, les « rendements du marché » (ou la comptabilité à la juste valeur), est inappropriée pour l'examen des caisses de retraite.

Il s'agit simplement de la méthode servant à autoriser les comptes sur marge quotidiennement en bourse. Appliquée en période de récession, elle sous-estime la valeur nette des régimes et en surestime la dette. Lorsqu'on applique la même méthode en période d'expansion économique, les excédents des régimes grimpent en flèche à des niveaux irréalistes.

Certains ont fait valoir que l'utilisation généralisée de ces méthodes comptables par les fonds spéculatifs en grande partie non réglementés a joué un rôle crucial dans la spirale rapide à la hausse et à la baisse des marchés boursiers mondiaux. Lorsque nos marchés boursiers se seront rétablis, l'Institut fera-t-elle rapport des excédents surestimés?

Alexandre Laurin et William Robson, auteurs de l'Institut, ont déclaré : « Il est inadmissible de laisser cette obligation actuarielle grossir ». Ce qui est vraiment inadmissible, c'est la persistance de l'Institut à faire constamment des déclarations exagérées et à alarmer inutilement la population.

Fort heureusement, les Canadiens ne sont pas tous dupes des élucubrations de l'Institut C. D. Howe. L'actuaire en chef du Canada a utilisé les méthodes comptables appropriées et généralement reconnues pour analyser ces caisses de retraite. La vérificatrice générale, notre protectrice des fonds publics, n'a jamais constaté de risques sous-estimés cachés dans ces régimes. Il est tout probable, à mesure que les fonctionnaires continueront de cotiser à leurs caisses de retraite et que l'économie, si lentement soit-il, se redressera, que des excédents raisonnables recommenceront à figurer dans les comptes publics. Pour l'instant, les Canadiens prudents et bien avisés devront encore une fois réprimander le petit garçon qui a crié « au loup! ».

Bill Krause, Dunrobin, ancien membre du Comité consultatif sur la pension de la fonction publique